

Discours introductif - Session de rentrée
24 Septembre 2018

Chers collègues,

nous nous sommes quittés avant l'été sur un vote unanime des élus de cette assemblée. Il s'agissait de nous prononcer, par une motion, contre le pacte financier imposé par l'État à notre collectivité.

Par ce choix clair, vous avez fait preuve d'un grand sens des responsabilités et d'un vrai courage politique.
Je tenais à vous en remercier sincèrement.

Nous avons tout simplement marqué notre opposition à une mise sous tutelle du Département.

Nous avons aussi voulu souligner le mouvement de fond insidieux initié depuis plusieurs années par les derniers gouvernements contre les collectivités territoriales.

L'État fait porter aux collectivités locales, les dépenses qu'il ne veut plus assumer tout en réduisant, « *en même temps* », les

dotations qui nous sont dues.

C'est cet « *en même temps* » que, pour ne rien vous cacher, je ne peux accepter.

Ce pacte était injuste, et plus grave encore, il portait directement atteinte à la vie quotidienne des Costarmoricains en leur retirant de l'argent qui leur est pourtant dû.

Moins de financement au Département, c'est moins de projets que nous pouvons mettre en œuvre.

Et bien mes chers collègues, comme je le craignais l'histoire semble malheureusement se répéter avec le plan pauvreté!

Ce ne sont pas des injonctions d'efficacité que nous attendons du Gouvernement !

Sur ce point nous n'avons pas de leçon à recevoir.

Nous attendons plutôt une juste compensation pour le financement de cette solidarité, au cœur des préoccupations de notre territoire.

Avec le plan pauvreté, c'est toujours la même logique qui se dessine, celle d'un désengagement non assumé du Gouvernement.

J'entends par là une centralisation Jacobine des décisions conjuguée à une recentralisation, qui ne dit pas son nom, des dépenses liées à ces décisions. L'inverse de ce qu'avait souhaité Gaston DEFERRE et Jean-Pierre RAFFARIN.

Une fois de plus on nous demande de mettre en œuvre des dispositifs coûteux tout en continuant à nous retirer des moyens pour les assumer.

Je pense à la PMI ou au revenu universel d'activité et son suivi des

contrats d'engagements réciproques avec les bénéficiaires.

Je pense aussi à l'accompagnement de tous les jeunes majeurs qui pourrait être obligatoire pour les Départements jusqu'à 21 ans contre 18 actuellement.

Je souligne au passage l'infinie faiblesse de la dotation de 50 Millions d'euros annoncée à ce titre au niveau national par le Président de la République.

Elle est très insuffisante au regard des enjeux quand on sait que le coût moyen d'un jeune majeur accompagné est de 30.000€ par an.

Je pense enfin au suivi renforcé des bénéficiaires du RsA dès début 2019. Ceci avec un système de bonus/malus lié à une nouvelle contractualisation.

A croire qu'ils n'ont plus que ce mot de contractualisation à la bouche ...

Le problème, c'est que dans leur bouche, contractualisation est synonyme d'exigence unilatérale.

Ce ne sont pas des contrats, ce sont des impostures.

Et que dire des pénalités !

Est-ce bien raisonnable, alors que la dette de l'État envers les Département est de 5 Milliards d'euros pour ce qui concerne le RsA, de croire que nous ne serons pas encore floués.

De qui se moque-t-on ?

Et puis on connaît la chanson ! L'exécutif national se défaussera ensuite une fois de plus sur les collectivités en indiquant à tort notre incapacité à faire des efforts.

C'est tout bonnement insupportable, inacceptable !

Je l'ai déjà dit, et je le redis, l'État ne peut plus nous faire porter son incapacité à se réformer structurellement.

Les Costarmoricains ne sont pas dupes. La ficelle est trop grosse. Nous ne nous laisserons pas faire !

Nous nous battons face à ce gouvernement qui restera dans l'histoire comme le gouvernement de la DECOHESION des territoires.

Je serai a cet effet présent à Marseille mercredi prochain pour soutenir les Présidents de l'AMF, de l'AdF et de l'ARF en faveur d'un engagement sincère de l'État vers les territoires et notamment les territoires ruraux.

J'y porterai avec fermeté la voix du Département des Côtes d'Armor. Votre voix !

Chers collègues,

Vous qui siégez ici dans cet hémicycle, vous qui vous prononcez chaque mois sur les orientations que je vous propose, vous connaissez l'importance du chemin qui a déjà été fait quant à la modernisation de notre institution.

Vous savez les décisions courageuses qui ont été prises pour sauver nos finances départementales.

Et si nous avons parfois des désaccords, je pense pouvoir dire que nous avons, ensemble, changé les choses en mieux, dans le sens de l'intérêt général.

Vous avez d'ailleurs souligné dans votre lettre, chers collègues du groupe socialistes et républicains que l'épargne brute avait augmenté entre 2015 et 2016.

C'est vrai !

Néanmoins, contrairement à ce que vous affirmez, permettez moi de rappeler que cela a été rendu possible, non pas grâce à nos prédécesseurs, mais grâce aux mesures que nous avons prises à notre arrivée au Département.

Nous n'avons pas attendu le Président de la République et ses déclarations lyriques pour nous réformer et pour économiser sur notre fonctionnement.

Nous l'avons fait à hauteur de 46 M€ depuis 3 ans, sans l'aide de personne. Les chiffres sont là !

Parce qu'en « traversant la rue » ou plutôt la cour, à défaut de trouver un emploi je ne suis pas sûr que nous trouvions les 80 millions d'euros que l'État nous doit chaque année au titre de la compensation des Allocations individuelles de solidarité.

Je suis certain que nous ne récupérerons pas non plus les 37 millions d'euros de dotation annuelles qui nous ont été soutirées.

Alors OUI nous avons déjà fait des efforts très importants !

Et OUI nous continuerons à en faire sans augmenter les impôts en 2019! Malgré ce que j'ose qualifier de racket de l'État sur les collectivités.

Nous avons la responsabilité de toujours nous améliorer, de faire mieux avec moins.

C'est indispensable si nous voulons un service public fort pour les Costarmoricains. Si nous voulons envisager l'avenir, si ce n'est avec optimisme, du moins avec détermination.

Nous ne dépenserons pas l'argent que nous n'avons pas.

C'est certain !

Mais nous chercherons sans relâche à dégager des marges de

manœuvre pour poursuivre nos investissements nécessaires au territoire !

En l'état actuel des choses, sous le joug des contraintes financières qui nous sont imposées, nous ne pourrions théoriquement continuer à investir plus de 75 millions d'euros en 2019.

Je ne peux m'y résigner. C'est la raison pour laquelle nous irons chercher les économies de fonctionnement nécessaires pour atteindre un niveau de 80M€.

Ce ne sera possible que grâce à une maîtrise encore plus juste de nos dépenses.

Les arbitrages vous seront d'ailleurs exposés puis proposés au vote lors de la session du débat d'orientation budgétaire.

Ce qui est certain, je le disais, c'est que nous resterons ambitieux.

Une ambition concrète, palpable. Pas de grands discours, uniquement des réformes et des projets que vous pourrez toucher du doigt.

Je pense par exemple au nouveau collège d'Hillion dont nous avons posé la 1ère pierre vendredi dernier. Un projet de 15,5 millions d'euros.

Le collège d'Hillion fait d'ailleurs partie d'un engagement fort du Département pour l'enseignement dans l'est briochin au même titre que le nouveau collège Racine pour 14,5 millions.

A ce sujet, permettez-moi une digression mais je veux rappeler quelque chose de très important.

Il y avait 2 collèges très vieillissants, à savoir Racine et Beaufeuillage.

Demain il y aura 2 collèges totalement neufs, à taille humaine et mieux répartis pour les familles, réduisant ainsi les temps de trajet.

Il est donc évidemment inenvisageable de maintenir le Collège de Beaufeuillage situé à seulement 800 mètres de Racine.

Je veux dire ici que je ne laisserai pas les intérêts particuliers prendre le pas sur l'intérêt général.

Cette gabegie serait politiquement et financièrement irresponsable envers les Costarmoricains à qui on doit de bien gérer leur argent !

Chers collègues,

L'investissement est essentiel mais il doit aussi s'accompagner d'une volonté forte de faire progresser l'efficacité de notre service public.

Je fais par exemple référence à l'un des rapports que nous étudierons ce jour, celui relatif à la modernisation de nos politiques routières.

Nous vous présentons aujourd'hui la démarche de concertation que nous voulons mener pour y parvenir.

Nous y reviendrons lors des prochaines sessions.

Nous reparlerons aussi lors de la décision modificative n°2 d'un nouveau plan numérique pour les collèges afin de donner une lisibilité aux établissements.

Nous continuons également à agir en faveur de l'enfance et de la jeunesse avec l'ouverture de 2 Services d'Accueil de Jour éducatif à Saint-Brieuc et Loudéac.

C'est un dispositif que nous finançons à 100 %. Un lieu utile de prévention et de reconstruction de repères dans la relation parents-enfants en vue de maintenir le lien familial afin d'éviter un placement.

Je veux aussi citer l'ouverture de TIPI, nouveau service du CDEF, qui sera inauguré le 4 octobre prochain et qui vise à aider les parents de très jeunes enfants dans leur apprentissage de la parentalité.

Notre réforme des SAAD avance également, selon le calendrier prévu, avec la signature à venir de nouveaux CPOM. Nous continuons à œuvrer pour un service de plus grande qualité, rendu à un coût inférieur, avec un maintien des emplois, sans casse du secteur associatif comme certains ont pu le laisser croire.

Chers collègues,

avant de conclure, je souhaite aussi réaffirmer que nous ne laisserons passer aucune contre-vérité !

Contrairement à ce que peuvent affirmer certains, le Département ne se désengage pas.

C'est faux de dire que nous nous désengageons des emplois associatifs. Nous nous sommes engagés au contraire à préserver les emplois existants.

Les seules baisses constatées concernent les emplois que les associations ne souhaitent elles-mêmes plus conserver, pour des

raisons qui leur appartiennent.

D'ailleurs si nous devions choisir de nous désengager, nous l'expliquerions, nous en débattrions dans cette assemblée et nous l'assumerions. Nous ne pratiquons ni la langue de bois, ni l'hypocrisie, mais la transparence !

J'ai trop de respect pour la légitimité de cette assemblée et pour la démocratie représentative.

C'est faux de dire que nous abandonnons l'opération « *Mieux réussir au collège* ».

En effet notre nouveau dispositif partenarial avec les collèges reprend intégralement les actions finançables avec un montant alloué de plus de 800 000€ contre 500 000€ précédemment.

Chers collègues,

Une chose est sûre, ne comptez pas sur moi pour verser dans le pessimisme.

Je suis déterminé !

Nous resterons attachés à nos fondamentaux.

Nous continuerons à être aux côtés des Costarmoricains au quotidien sans fléchir.

Nous n'avons pas à rougir, à regarder nos pieds ! Nous pouvons garder la tête haute ...

Pour cela je veux tous, je dis bien tous vous remercier et saluer votre engagement et votre implication chaque jour, sur le terrain, au plus près des Costarmoricains !

Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Mais ce dont je suis certain, c'est que nous cherchons toutes et tous à faire de notre mieux, avec nos convictions, pour notre canton et surtout pour les Côtes d'Armor. Cette session en sera, j'en suis convaincu, un très bon exemple !

Je vous remercie